

PORC

Monter en gamme en continuant à exporter

🕒 16.10.17

porcin (/tag/porcin)

Inaporc (/tag/Inaporc)

États-généraux de l'alimentation (/tag/États-généraux de l'alimentation)



© E. Roussel/GFA

Répondant depuis la Chine au discours du président de la République sur les États-généraux de l'alimentation (EGA), Guillaume Roué, le président d'Inaporc, estime que « les débats à caractère sociétal qui ont eu lieu depuis deux ans ont changé les paradigmes d'approche de l'agriculture et de l'alimentation de la part des politiques, des médias et d'une grande frange de la population ».

Partant de là, le président de l'interprofession porcine (Inaporc) juge néanmoins « incroyable » dans cette lettre ouverte que « la nécessaire montée en gamme affirmée ne soit pas accompagnée d'un objectif d'indépendance quantitative et de conquête des marchés à l'exportation ».

« Nos marchés à l'exportation sont nécessaires »

Guillaume Roué souligne qu'il ne faut pas considérer uniquement les demandes des « consommateurs riches qui peuvent payer cher » leur alimentation, mais que « les consommateurs pas très riches ont aussi besoin de produits alimentaires qui proviennent d'une agriculture compétitive ».

Au risque, sinon, de laisser ce marché à nos compétiteurs étrangers européens ou mondiaux. Or, « nos marchés à l'exportation nécessaires pour les équilibres de marché et qui servent aussi de soupape de dégageant sont nécessaires si on ne veut pas être isolé dans le monde ».

Faire évoluer le droit européen de la concurrence

En parallèle, Guillaume Roué appelle à faire évoluer le droit de la concurrence européen. Et pour cela, « il va falloir aller au combat ». Or, le président de l'Inaporc s'inquiète de ne pas percevoir cette volonté.

Il s'emploie également à défendre la filière porcine, mettant en avant la qualité des produits « bien loin de la caricature que certains peuvent en faire ». « À noter que pour le porc, le développement s'est fait sans soutien financier public majeur, la politique porcine à Bruxelles n'a jamais été budgétivore. Il y a de nombreuses années que les mécanismes de soutien de marché comme les restitutions n'ont pas été déclenchés.

La filière s'est adaptée à la demande des consommateurs

Guillaume Roué rappelle aussi que la filière porcine a été « très "pushing" pour adapter la qualité de nos produits à la demande des consommateurs. Il faut se rappeler qu'il y a moins de cinq ans seules les recommandations diététiques avec moins de gras étaient au cœur des débats », que les éleveurs de porcs ont relevé le défi de l'environnement et de la qualité de l'eau, qu'ils sont aussi « les champions de la baisse de la consommation des antibiotiques et en parfaite adéquation avec les règles du bien-être animal »... Tout en subissant « les promotions hyperagressives pendant les vingt dernières années » de la part de la distribution.

« L'acceptabilité sociétale de nos pratiques est primordiale, nous avons bien compris les messages véhiculés depuis de longs mois souvent avec le couteau sous la gorge, ce qui n'est pas acceptable, ajoute-t-il. Les éleveurs savent, et les abattoirs aussi, que le respect des animaux est primordial. C'est une condition sine qua non à la confiance qu'il faut maintenir avec les citoyens et les consommateurs. Respect et confiance doivent être la feuille de route qui doit guider notre action. Reconnaissance et consommer français devraient être la première réponse du consommateur. »

« Ne nous trompons pas de débat : le rôle de l'agriculture et de ses filières restera toujours de nourrir le consommateur à un prix et une qualité raisonnables », conclut-il.